

PluriConseil



THINKING OUT OF THE BOX !

BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE SPÉCIAL “PACKAGE OF MEASURES”

7 septembre 2005

Enquête réalisée par téléphone par **PluriConseil**, pour *L'Express*, du 31 août au 2 septembre 2005, auprès d'un échantillon de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Pas suffisant

Par ERIC NG PING CHEUN

L'état de grâce est terminé. C'est le cas de le dire, du moins chez les analystes économiques et financiers interrogés dans le cadre du présent baromètre. Celui-ci, qui devait sortir en août, a été retardé expressément pour qu'il soit axé sur le *"Package of Measures"* du ministre des Finances, Rama Sithanen. Les analystes (des économistes, des cambistes, des agents de change, des gestionnaires de portefeuille et des directeurs financiers) attendaient ces mesures avec impatience, mais celles-ci se sont avérées en-deçà de leurs attentes.

Si les mesures de M. Sithanen sont appréciées par la majorité des analystes, elles ne sont pas suffisantes à leurs yeux. En conséquence, un analyste sur deux dit être "moins pessimiste, mais pas optimiste" pour l'économie mauricienne. La nuance est une indication que, pour nos analystes, seules des mesures de choc seront susceptibles de redresser notre économie. Aux grands problèmes, les grands remèdes. Pour arriver à renverser la vapeur, le gouvernement doit bousculer les choses et voir beaucoup plus grand.

En considérant ceux qui sont "plus pessimistes" et ceux qui sont devenus "moins optimistes, mais pas pessimistes" à la suite des mesures de M. Sithanen, on note une absence ou un recul d'optimisme chez 67% des analystes interrogés. Ce sentiment négatif peut se comprendre par le fait que le ministre a brossé, dans son *Statement*, un tableau sombre de la situation économique du pays. Le *"Package of Measures"* n'a pas suffisamment éclairci ce tableau.

Ainsi, seulement 43% des analystes interrogés sont "suffisamment satisfaits" de l'ensemble des mesures de facilitation et de promotion de l'investissement. Les répondants saluent l'approche du *"silent agreement"*, mais déplorent qu'elle ne soit pas applicable tout de suite. A la place des interminables comités, propose un analyste, *"il faut d'urgence un ministère de l'investissement et de la compétitivité (dirigé par une personne ultracompétente) qui aura la latitude d'accorder tous les permis nécessaires sans avoir à passer par d'autres ministères. Cela existe dans d'autres pays, comme à Malte, et ça marche."*

Il faut donc une structure flexible, mais il importe tout autant que le gouvernement propose un deal aux investisseurs selon les cas. C'est ce que pense un autre analyste pour qui *"to attract blue chip investors, there must be a deal, not a level playing field. Multinationals would not come for incentives only. You need business deals done with a business-friendly mindset, not by bureaucrats."*

A l'évidence, le gouvernement mise beaucoup sur le tourisme, avec l'objectif de "*maximize spillover from that sector*". Ici, la démocratisation de l'économie sera à la mesure de ce que le tourisme va générer comme activités aux autres secteurs économiques. Pour cela, il faudra attirer beaucoup plus de touristes, ce qui ne serait pas possible sans une réduction du coût global des vacances à Maurice. Ailleurs, la compétition fait baisser les prix au point que les grandes destinations touristiques sont forcées de proposer un tourisme à la carte plutôt que des "*all-inclusive packages*".

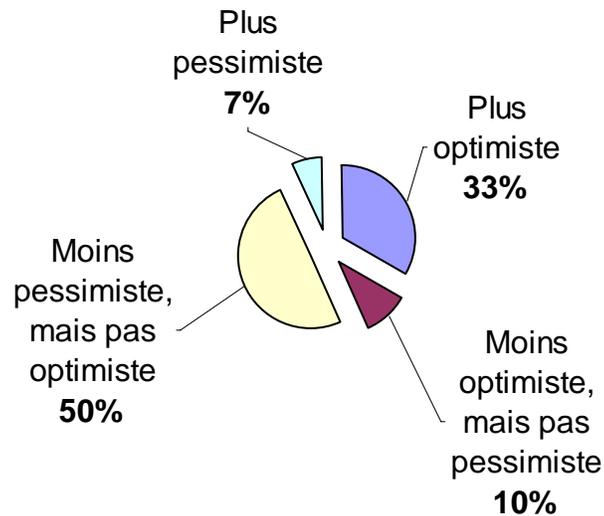
Ceux-ci seraient une pratique acceptable chez nous si seulement les tours opérateurs étaient traités de manière égale par la compagnie d'aviation nationale. Ce n'est pas le cas dans la réalité. C'est pourquoi la meilleure façon de casser les ententes est de libéraliser davantage l'accès aérien. Un analyste résume bien la situation : "*Spillover will not be sufficient until the major operators are forced to relinquish all-inclusive packages. As in Dubai, Singapore and Hong Kong, hotels must sell their package Bed & Breakfast separately from air ticket. Air Mauritius must give discounts across the board, rather than exclusively to some privileged parties. Moreover, access from the British and French markets must go beyond the capital cities (a deterrent for tourists from remote zones).*"

Notre secteur touristique, dans la forme actuelle qu'il est, ne pourra pas à lui seul entraîner une "*robust growth*" de notre économie. Si le ministre Sithanen n'a pas précisé ce qu'il entend par là, les analystes, eux, ont donné leur verdict : aucun analyste ne se prononce en faveur d'une croissance de plus de 5% pour l'année prochaine. Nous serions toujours à un point de pourcentage en-dessous de la croissance moyenne de 6% enregistrée durant la période 1996 à 2000.

Les analystes reconnaissent que le Grand Argentier a une marge de manoeuvre très limitée face à des difficultés objectives. Quatre analystes sur cinq craignent d'ailleurs une hausse de la pression fiscale qui permettra au gouvernement de maintenir la gratuité du transport public malgré une augmentation continue du prix pétrolier. Le "*Package of Measures*" contient des signaux positifs, mais le rétablissement du contrôle des prix sur certains produits envoie un mauvais signal aux entreprises. Entre des mesures sociales et des mesures économiques, tout l'art d'un gouvernement est d'éviter qu'un premier pas en avant soit suivi de deux pas en arrière.

1) Après le *“Package of Measures”* annoncé par le ministre des Finances, êtes-vous pour l'économie mauricienne...

Sur l'économie mauricienne

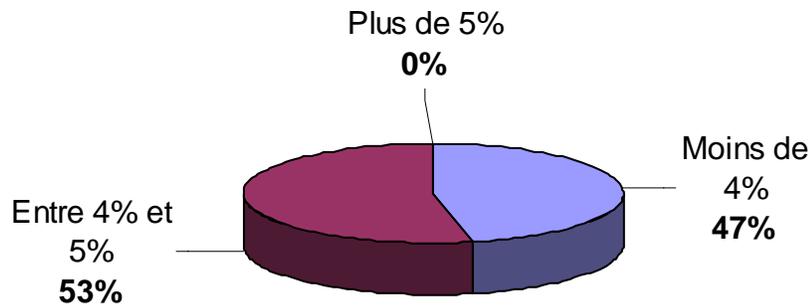


Commentaire : Sentiments mitigés

Seulement un analyste sur trois se sent “plus optimiste” pour l'économie mauricienne à la suite du *“Package of Measures”* annoncé par le ministre des Finances. Ces mesures rendent 50% des analystes “moins pessimistes”, mais ils ne basculent pas pour autant dans l'optimisme. En somme, les pessimistes (57%) sont plus nombreux que les optimistes (43%). Les premiers trouvent timoré l'ensemble des mesures avec, comme toujours, des effets d'annonce. Les seconds sont confiants que les mesures portant sur l'investissement et le secteur touristique relanceront l'économie.

2) Selon vous, la **croissance économique**, attendue à 3,8% en 2005, sera pour l'année 2006 à...

La croissance économique en 2006

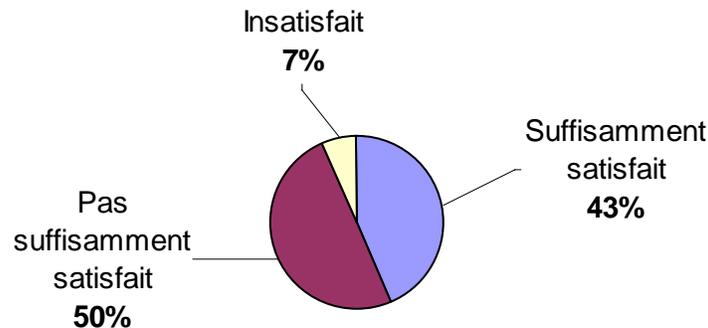


Commentaire : Vers une croissance inférieure à 5%

Tous les analystes, sans exception, ne voient pas la croissance économique dépasser les 5% en 2006. Presque la moitié d'entre eux anticipent même une croissance de moins de 4%, comme pour l'année 2005. Ils ne trouvent pas de réelles mesures susceptibles de booster l'économie dans le court terme. Si l'on peut s'attendre à une amélioration dans la performance des secteurs du tourisme et des services financiers, les autres activités ne croîtront pas autant. Une chose est sûre : le prix très élevé du pétrole limitera la croissance.

3) En quoi êtes-vous satisfait de l'ensemble des mesures de facilitation et de promotion de l'investissement ?

Sur les mesures de facilitation et de promotion de l'investissement

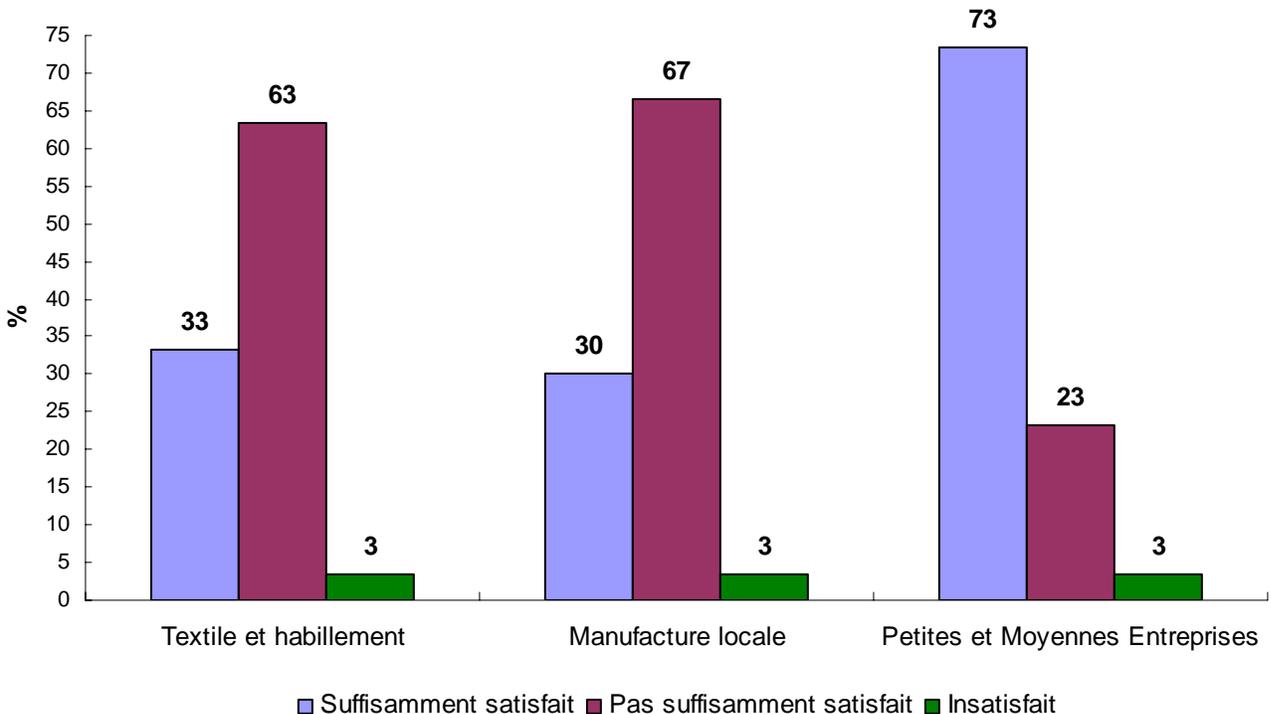


Commentaire : En attendant du concret

Sans pour autant être insatisfaits, 50% des analystes ne sont "pas suffisamment satisfaits" des mesures de facilitation et de promotion de l'investissement. Le concept du "*silent agreement*" est intéressant, mais il doit être mis en application le plus vite possible. On en a assez des comités, des études et des "*task force*". On veut du concret. S'il va de soi que l'Etat doit simplifier et rationaliser les procédures pour l'obtention de permis, il reste à savoir combien de temps cela prendra.

4) En quoi êtes-vous satisfait de l'ensemble des mesures pour les **secteurs** suivants ?

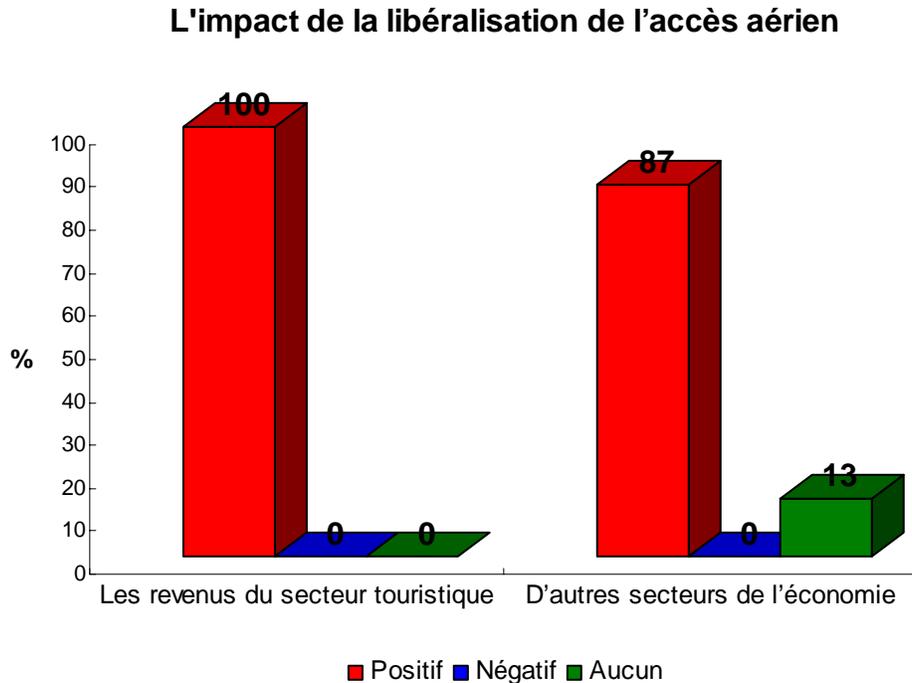
Sur les mesures sectorielles



Commentaire : Satisfaction pour les PME

La très grande majorité des analystes (73%) est "suffisamment satisfaite" des mesures prises par le ministre des Finances en faveur des Petites et Moyennes Entreprises. Les services de conseil et la réduction des taux d'intérêt pour les PME devraient aider à l'accroissement de la productivité des PME. En revanche, deux analystes sur trois ne sont "pas suffisamment satisfaits" des mesures ayant trait à la manufacture locale, et c'est le même sentiment chez 63% des analystes pour ce qui est du textile et de l'habillement. Trois raisons sont avancées : 1) l'approche reste fragmentée et manque de courage, 2) la réintroduction des droits de douane sur des produits textiles n'inciteront pas à faire venir des grands noms de l'habillement à Maurice à l'intention des touristes, 3) on n'a pas résolu le problème de sous-capitalisation des firmes manufacturières, ni le paradoxe entre l'indisponibilité de financements des entreprises et l'excès de liquidités des banques.

5) Selon vous, quel impact aura la **libéralisation de l'accès aérien**, telle que proposée dans le *"Package of Measures"*, sur...

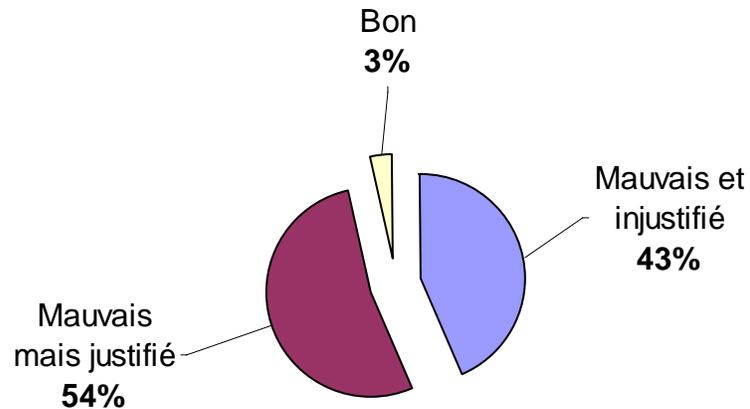


Commentaire : Impact positif de l'accès aérien

Il y a unanimité ou quasi-unanimité chez les analystes interrogés que la libéralisation de l'accès aérien, telle que proposée dans le *"Package of Measures"*, aura un impact "positif" sur les revenus du secteur touristique et sur d'autres secteurs de l'économie. La base de notre clientèle touristique sera élargie, ce qui sera bénéfique aux hôtels en période de pointe. Durant la saison creuse, c'est aux hôtels de revoir leur marketing en baissant leurs prix et en proposant différentes activités. Il est bon de souligner que 13% d'analystes ne voient "aucun" impact sur d'autres secteurs économiques, c'est-à-dire qu'il n'y aura pas de *"spillover"*.

6) Pour vous, le rétablissement du **contrôle des prix** sur certains produits est-il pour les entreprises un signal...

Sur le rétablissement du contrôle des prix

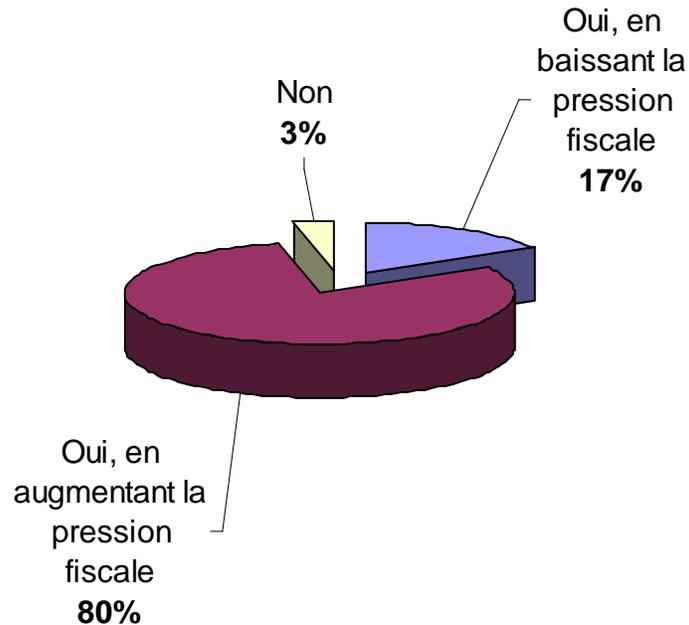


Commentaire : Un mauvais signal

Si les analystes sont presque unanimes à dire que le rétablissement du contrôle des prix sur certains produits constitue un mauvais signal aux entreprises, ils sont toutefois partagés sur la justification d'une telle mesure. Pour 43% d'analystes, elle est injustifiée parce que la hausse des prix est d'origine étrangère et parce qu'il faut laisser jouer les mécanismes du marché. Mais 54% d'analystes justifient le contrôle des prix dans les cas présents, même s'il est mauvais en soi. La raison, selon un analyste, est que *"this market is too small and competition is not there. Small size encourages cartel and price fixing will alleviate the customers."*

7) Selon vous, le gouvernement maintiendra-t-il la **gratuité du transport public** pendant les cinq prochaines années ?

Le gouvernement maintiendra-t-il la gratuité du transport public ?



Commentaire : Vers plus de pression fiscale

Les étudiants et les retraités peuvent être rassurés : tous les analystes, sauf un, pensent que le gouvernement actuel maintiendra la gratuité du transport public pendant les cinq prochaines années. Oui, mais 80% des analystes sont convaincus que le gouvernement n'y arrivera qu'en augmentant les impôts. Ce prix à payer pour l'économie sera d'autant plus élevé que le prix du pétrole montera. A moins, bien sûr, que le gouvernement fasse preuve de discipline fiscale, évitant corruption, gaspillage et projets de prestige, et que l'économie jouisse effectivement d'une "*robust growth*"...

PluriConseil Ltd

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, Mauritius

Telephone / Fax: (230) 234 2761

Mobile: (230) 736 1735

Website: www.pluriconseil.com

E-mail: ericnpc@intnet.mu

VAT number: VAT20290904

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.